

Diplomatie et Intelligence Économiques : Leviers Stratégiques pour Renforcer la Souveraineté Économique de l'Algérie

Diplomacy and Economic Intelligence: Strategic Levers for Strengthening Algeria's Economic Sovereignty

Bouroubi Mustapha

Université d'Alger 3

Laboratoire management du changement

bouroubi.mustapha@univ-alger3.dz

Hadid Noufeyle

Université d'Alger 3

Laboratoire management du changement

hadid.noufeyle@univ-alger3.dz

Date de soumission 08/10/2024 Date d'acceptation finale :15/12/2024 Date de publication :december 2024

Résumé :

Cet article explore les concepts de diplomatie et d'intelligence économiques comme principaux leviers de la souveraineté économique. Il mobilise les nouvelles théories développées dans un contexte de guerre économique mondiale et identifie les nouveaux défis que l'Algérie doit relever ; comme la dépendance aux hydrocarbures, et surtout la fuite de ses cerveaux. L'étude propose des stratégies pour valoriser le capital immatériel en investissant dans la formation, la recherche et l'innovation, et surtout par la mobilisation des compétences algériennes à l'étranger. En s'inspirant des expériences de pays émergents comme l'Inde, l'article propose des solutions pour diversifier l'économie mais aussi récupérer et protéger les ressources stratégiques immatérielles de l'Algérie.

Mots-clés : souveraineté économique, diplomatie économique, intelligence économique, Algérie, fuite des cerveaux.

Abstract:

This article explores the concepts of economic diplomacy and economic intelligence as key levers of Algeria's economic sovereignty. It draws on new theories developed in the context of a global economic war and identifies new challenges for Algeria, such as dependence on hydrocarbons, and especially the phenomenon of brain drain. The study proposes strategies to enhance intangible capital by investing in training, research and innovation, and especially by mobilizing Algerian skills abroad. Drawing on the experiences of emerging countries such as India, the article proposes solutions to diversify the economy but also to recover and protect Algeria's strategic intangible resources.

Keywords: economic sovereignty, economic diplomacy, economic intelligence, Algeria, brain drain.

Auteur correspondant : Mustapha Bouroubi

Introduction : Contexte mondial et souveraineté économique

La crise économique que vit le monde aujourd'hui, essentiellement provoquée par la pandémie COVID-19 et la guerre Russo-Ukrainienne, a bouleversé de façon significative les relations économiques internationales. Chaînes d'approvisionnement et marchés financiers mondiaux sont profondément perturbés. 94 % des entreprises du "Fortune 1000" se sont retrouvées confrontées à des problèmes de disponibilité de toutes les chaînes d'approvisionnement. Des pays développés, même en tant que puissance économique se sont retrouvés dans des situations de dépendance. Les questions de souveraineté, notamment économique se sont alors imposés dans tous les débats et réflexions sur les politiques publiques, ce qui a entraîné la nécessité de réformes commerciales et d'interventions gouvernementales pour stabiliser les économies. (Li & al., 2023).

La guerre en Ukraine a encore exacerbé ces défis. Dans le secteur de l'énergie, par exemple, les fortes hausses de prix provoquées dans ce sens, ont influencés et même remis en cause les stratégies géopolitiques en matière de sécurité énergétique, notamment aux États-Unis et dans l'UE (Union Européenne) (Zakeri & al., 2022). Pour les pays en développement tels que l'Algérie, dont les économies dépendent largement des exportations d'hydrocarbures, il devient nécessaire de faire preuve de résilience en se diversifiant. La dépendance de l'Algérie aux exportations d'hydrocarbures la rend vulnérable aux fluctuations du marché mondial, principalement résultat de cette crise. Une situation qui exige de tout pays de mettre en œuvre une diplomatie économique efficace et des stratégies de renseignement et d'influence (donc d'intelligence économique) pour protéger ses intérêts économiques (Zakeri & al., 2022).

Au niveau de l'Europe, les impacts étroitement liés, du Brexit et de la COVID-19 sur l'économie britannique, tels que le déclin des échanges commerciaux et les disparités régionales, démontrent une fois de plus la remise en cause de stratégies géopolitique et économique à l'international au profit de stratégies orientées de plus en plus vers des objectifs de souveraineté économique. (Gupta & al., 2023). En outre, l'effet de la pandémie sur les émissions de carbone liées au commerce mondial, avec des réductions significatives dans des secteurs comme les transports, a mis en évidence la dimension environnementale de ces perturbations économiques et l'importance de pratiques durables en matière de chaîne d'approvisionnement (Liu & al., 2023).

Aborder ce scénario complexe exige une approche résiliente de la géographie économique, en équilibrant l'ouverture économique avec les intérêts nationaux et en s'adaptant à l'évolution du paysage économique mondial sur fond de guerre économique, où le concept de souveraineté, dans son acceptation traditionnelle se retrouve dépassé, au regard de la mondialisation des marchés et des interdépendances entre tous les acteurs politiques et économiques du monde qui en résultent (Gómez, 2023). Désormais, même de grandes puissances économiques peuvent voir leur indépendance économique remise en cause, et de ce fait subir une perte de souveraineté.

Dans ce cadre, notre problématique est centrée sur la question de l'indépendance économique de l'Algérie où comment peut-elle relever plusieurs défis pour renforcer sa souveraineté économique : diversifier son économie, développer son capital immatériel, et protéger ses ressources. Et encore comment l'Algérie doit préserver, attirer et bien exploiter les talents de ses cadres en internes comme de sa diaspora, pour stopper l'hémorragie de la fuite des cerveaux et lutter contre la prédation économique des grandes puissances.

L'hypothèse centrale qui se dégage alors de l'étude, comme réponse à cette problématique, est que la diplomatie économique et l'intelligence économique constituent des leviers stratégiques pour renforcer la souveraineté économique des pays du Sud, en particulier celle de l'Algérie.

En effet, diplomatie et intelligence économiques, s'imposent comme de véritables leviers pour renforcer la souveraineté économique des États face à une prédation économique certaine et croissante. Ce sont ces leviers qui permettent aux États de renforcer leur influence mondiale et leur résilience économique par l'attrait des IDE (Investissements Directs Étrangers), mais surtout par la sécurité économique nationale, grâce une bonne gestion des risques et de la propriété intellectuelle. C'est justement l'intégration de ces approches dans la stratégie économique qui permet le mieux de préserver les intérêts économiques du pays sur la scène internationale. (Bratosin-Vasilache, 2024; Mulya & al., 2024).

Méthodologie et approche systémique

Pour analyser ces enjeux, cette recherche adopte une **approche systémique** qui prend en compte les interconnexions entre les dimensions politiques, économiques, technologiques et sociales. Cette méthodologie permet d'appréhender de manière holistique les défis liés à la souveraineté économique. Les principaux facteurs d'influence construits à partir des concepts de : "relations internationales", "dynamiques du marché", "ressources matérielles et immatérielles", et "politiques publiques" y sont intégrés.

La **revue de littérature** s'appuie principalement sur des travaux académiques : Nous avons retenus : les travaux de Sachs (2005) sur le développement économique, Les travaux de Baldwin (2019) sur la mondialisation et la souveraineté économique, ainsi que ceux de Smith & al. (1999) sur l'interaction complexe entre la souveraineté des États et le paysage économique mondial, et ceux de Bayne & Woolcock (2017) sur la diplomatie économique. Tous ces travaux apportent de nouvelles perspectives sur les stratégies de développement à l'échelle internationale.

Ensemble, ces œuvres fournissent une vision multidimensionnelle de la souveraineté économique, la diplomatie et l'intelligence économique tout en montrant leurs interactions avec la mondialisation. Le but est d'élaborer des stratégies pour relever les défis du développement à international. Ainsi, cette recherche se propose d'examiner toutes les dimensions de la souveraineté économique dans un contexte mondial de guerre économique et de recherche de la puissance. Les politiques publiques de diplomatie et d'intelligence économiques adoptées par l'Algérie et d'autres pays comparables sont alors étudiées. L'étude vise aussi la compréhension des mécanismes de la dilapidation du capital immatériel des pays du Sud, de la "prédation économique" et de la "perte de souveraineté", dans un contexte de guerre économique avérée. Enfin, des recommandations concrètes seront proposées pour une reconquête de la souveraineté économique en mettant en œuvre des politiques de diplomatie et d'intelligence économiques intégrées aux stratégies de développement et qui auront pour principale objectif la récupération du capital immatériel, principal facteur de production de la connaissance et du savoir, produit par l'Algérie et victime d'une prédation économique internationale bien organisée et bien orchestrée par des puissances économiques mondiales.

Section I : Souveraineté économique et défis contemporains

A) Définition et évolution du concept de souveraineté économique

La souveraineté économique, qui se définit comme le contrôle d'un État sur ses ressources économiques, ses politiques commerciales et monétaires, ainsi que ses relations économiques internationales, a évolué avec les transformations du système économique mondial. Ce concept, étroitement lié à la souveraineté nationale, est devenu plus complexe à mesure que les économies se sont intégrées à l'échelle mondiale, remettant en question la capacité des nations à protéger leurs intérêts économiques face aux puissances extérieures (Nye, 2004).

Depuis leur création, les Institutions internationales telles que le FMI et l'OMC, ont considérablement modifié le paysage de la souveraineté économique. Au départ, les pays s'appuyaient sur des mesures protectionnistes pour protéger leurs industries nationales, mais les fortes pressions de libéralisation des marchés ont mené vers des économies plus ouvertes, ce qui a favorisé la croissance économique de certains pays, surtout du nord. Cette transition est évidente, elle a pour but de trouver un équilibre entre une certaine efficacité économique imposée par la mondialisation, et la souveraineté économique (Bagwell & Staiger, 2001). Cependant, cette ouverture a accentué la dépendance des pays du sud, du marché mondial, entièrement régie par des règles d'un libéralisme anarchique favorisant toujours le plus fort tout en limitant leur capacité à protéger leurs économies.

Dans ce cadre, les pays du Sud, et notamment l'Algérie, ont vu leur souveraineté économique, mise à rude épreuve. Le modèle de développement basé sur l'exportation de matières premières, comme les hydrocarbures pour l'Algérie, a mené vers une dépendance certaine des fluctuations du marché des ressources naturelles. Les économies des pays en développement se sont ainsi trouvées très fragilisées, particulièrement à la suite des politiques d'ajustement structurel imposées par des institutions internationales comme le FMI, limitant ainsi leur capacité à intervenir dans leur économie pour défendre leur souveraineté (Smith & al., 1999).

B) Les nouveaux enjeux de la souveraineté économique à l'ère de la mondialisation

A l'ère de la mondialisation, désormais, la souveraineté économique ne peut plus être comprise qu'en termes de contrôle des ressources naturelles ou encore des frontières. Elle exige une maîtrise de l'information et des TIC, la protection des données, et le développement de capacités d'influence ; ce sont là les composantes d'un dispositif national d'intelligence économique. (Baldwin, 2019).

Les efforts de l'Algérie pour diversifier son économie et réduire sa dépendance aux hydrocarbures sont entravés par plusieurs facteurs bloquants qui sont autant de défis à relever, notamment l'insuffisance des investissements dans les TIC, et la non-maitrise du phénomène de la "fuite des cerveaux". Malgré les initiatives du gouvernement, comme le projet "e-Algérie 2013" ou encore le cyberparc d'Alger, les progrès dans le secteur des TIC restent limités. Ce qui explique le faible classement de l'Algérie dans l'indice de préparation des réseaux, qui évalue la capacité d'un pays à tirer parti des technologies numériques pour des avantages économiques et sociaux. (Missoum & Bouroubi, 2018).

C) Diplomatie économique : un outil pour reconquérir la souveraineté

Face à ces défis, la diplomatie économique apparaît comme un levier stratégique pour les pays du Sud souhaitant renforcer leur souveraineté économique. Elle vise à promouvoir les intérêts économiques d'un État à travers des actions diplomatiques ciblées, en facilitant les partenariats commerciaux, en sécurisant les investissements étrangers et en négociant des accords bilatéraux ou multilatéraux favorables.

La diplomatie économique est en effet un outil stratégique pour l'Algérie qui cherche à diversifier son économie et à réduire sa dépendance à l'égard du secteur des hydrocarbures. Les efforts de diplomatie économique du pays sont axés sur l'amélioration du climat des affaires afin d'attirer les investissements directs étrangers (IDE) hors hydrocarbures, ce qui est crucial pour la diversification et le développement économiques (Aouiz & Grinet, 2023). En s'engageant dans une diplomatie économique "offensive", l'Algérie vise à renforcer ses relations commerciales avec les pays de l'hémisphère sud, notamment la Chine, devenue un partenaire économique important grâce à des initiatives telles que la Nouvelle route de la soie (Martinez, 2010). Ce partenariat fournit non seulement à l'Algérie des sources de financement alternatives, mais lui donne également accès à des

technologies de pointe qui ne sont pas disponibles sur le marché national, soutenant ainsi sa stratégie d'industrialisation.

Ces efforts diplomatiques doivent permettre à l'Algérie de renforcer ses capacités de négociation afin de conclure des accords conformes à ses intérêts nationaux et renforcer sa souveraineté économique. Cela nécessite de mettre en œuvre une stratégie d'intelligence économique adaptée, pour identifier les risques et opportunités potentiels, en préservant les intérêts stratégiques du pays tout en maximisant les avantages des partenariats internationaux (Revel, 2010).

Par ailleurs, le rôle de la diplomatie économique va au-delà des simples accords commerciaux où il faut promouvoir les exportations, ce qui est essentiel pour réduire la vulnérabilité économique du pays (Habib-Zahmani & Gadi, 2023). En se concentrant sur ces aspects, l'Algérie peut tirer parti de la diplomatie économique pour renforcer sa souveraineté économique et parvenir à un développement durable.

D) Intelligence économique : un impératif pour la sécurité économique

Concevoir et mettre en œuvre, une stratégie de développement aussi ambitieuse, basée sur une diplomatie économique efficace, exige une protection et une sécurité économique tout aussi efficace. Ainsi l'intelligence économique (avec son volet : protection de l'information) est cruciale pour l'Algérie, qui doit faire face aux complexités d'une économie mondialisée marquée par des menaces potentielles telles que la prédation économique et la déstabilisation provoquée par la mondialisation. L'Intelligence économique permet de faire face à ce genre de menaces. Car, si elle implique la collecte, l'analyse et la diffusion systématiques d'informations stratégiques, elle développe aussi les moyens et outils nécessaires à la protection de l'information ainsi que les leviers d'influence.

En Algérie, le déploiement de l'intelligence économique comme politique publique est essentiel pour relever les défis posés par la mondialisation et la concurrence internationale. La stratégie économique du pays doit intégrer un dispositif d'intelligence économique qui met l'accent sur la surveillance stratégique, la sécurité des informations et des dispositifs d'influence pour contrer les menaces économiques et tirer parti des opportunités sur les marchés internationaux (Bouroubi, 2014). Le gouvernement algérien a reconnu l'importance de l'intelligence économique, comme en témoignent son inclusion dans les stratégies nationales de développement et l'appel lancé aux entreprises pour qu'elles mettent en œuvre des pratiques d'intelligence économique, notamment dans le secteur industriel.

Cette approche vise non seulement à protéger les intérêts économiques de l'Algérie, mais également à renforcer son positionnement concurrentiel à l'échelle mondiale (Bouroubi, 2009). Par ailleurs, le développement de systèmes d'intelligence économique exige la formation de cadres dans le domaine et à la gestion des risques géoéconomiques. Ces mesures permettront au pays d'anticiper les évolutions du marché, d'identifier les opportunités d'investissement et d'améliorer sa position de négociation dans les forums internationaux (Missoum & Bouroubi, 2018).

En favorisant une culture de l'intelligence économique, l'Algérie peut mieux exploiter ses actifs immatériels et son savoir-faire, renforçant ainsi sa résilience économique et sa souveraineté face aux pressions extérieures (Bouroubi, 2023). L'utilisation stratégique de l'intelligence économique en tant qu'outil de développement national démontre son potentiel de transformation du paysage économique algérien, garantissant ainsi sa compétitivité et sa sécurité dans un monde de plus en plus mondialisé et interconnecté.

E) Défis spécifiques des pays du Sud dans la reconquête de leur souveraineté économique

Les pays du Sud, dont les économies dépendent des exportations de matières premières, vivent tous des crises structurelles dans leur quête de souveraineté économique. Cette dépendance due essentiellement, aux fluctuations des prix des produits de base sur les marchés mondiaux, fragilise leur économie (Bourguignon, 2017). En Algérie, par exemple, la dépendance aux hydrocarbures a généré une vulnérabilité vis-à-vis des chocs externes, notamment la chute des prix du pétrole entre 2014 et 2016, ce qui a lourdement impacté la balance commerciale du pays et ses réserves de change (Ait Mimoune, 2018).

La diversification économique est souvent présentée comme la solution à cette dépendance, mais elle nécessite des politiques publiques cohérentes, des investissements massifs et une volonté politique forte. Le développement de l'agriculture, du tourisme, des TIC et des industries manufacturières peut constituer une alternative à la rente pétrolière, mais ces secteurs requièrent des infrastructures adaptées, des compétences locales, et un accès aux marchés internationaux. Toutefois, les initiatives visant à diversifier l'économie algérienne se heurtent à d'autres obstacles, en l'occurrence ; la bureaucratie.

Dans ce contexte, (comme nous l'avons déjà signalé plus haut) les institutions financières internationales, comme le FMI et la Banque mondiale ont joué un rôle négatif et ont été fortement critiqué pour cela. Leurs programmes d'ajustement structurel, qui ont imposé des réformes de libéralisation dans de nombreux pays du Sud, ont contribué à une plus grande ouverture des économies sans pour autant résoudre les problèmes de croissance économique pour lesquels ils ont été déployés. Au contraire, ils ont accentué la dépendance économique (Smith & al., 1999). Pour renforcer leur souveraineté, les pays du Sud doivent adopter des approches plus adaptées à leurs spécificités locales, en mettant l'accent sur des stratégies endogènes de développement qui visent à renforcer la production nationale et l'innovation.

F) Ressources naturelles et souveraineté économique

Les ressources naturelles sont un levier stratégique pour de nombreux pays en développement dans leur quête de souveraineté économique. Cependant, l'abondance de ces ressources ne se traduit pas toujours par un développement durable, en raison de ce qu'on appelle la « malédiction des ressources » (Auty, 1993). Ce phénomène désigne la tendance d'une faible croissance économique des pays riches en ressources naturelles par rapport aux pays les moins dotés, en raison de la mauvaise gestion de ces ressources (Ross, 2012).

Pour améliorer leur souveraineté économique, les pays riches en ressources naturelles doivent revoir en profondeur la gestion de leurs ressources en adoptant les mécanismes de transparence et de durabilité. Souvent piégés par la spirale de la rente, leurs efforts de création de la valeur économique se trouvent affectés. La création de fonds souverains, comme l'exemple du fond norvégien, peut en constituer une solution. Ces fonds sont destinés à financer des projets de diversification économique en situation de baisse des prix des matières premières, pour stabiliser l'économie. (Sachs, 2005).

G) La numérisation comme levier de souveraineté économique

La numérisation qui passe bien sur par l'investissement dans les TIC, offre aux pays du Sud l'opportunité de renforcer leur souveraineté économique en contournant les étapes de développement traditionnelles et en accédant aux marchés mondiaux (Baldwin, 2021). Ce potentiel est souligné par la nécessité d'une infrastructure numérique solide, d'une formation de la main-

d'œuvre et de cadres juridiques qui soutiennent l'innovation tout en garantissant la souveraineté des données. L'exemple incontournable dans ce sens est celui des pays émergents.

La multiplication des efforts de numérisation, comme on l'a vu en Algérie, met en évidence l'importance de renforcer les systèmes d'information pour l'élaboration des politiques publiques de soutien à l'investissement. Les progrès réalisés par la Banque d'Algérie et l'Office national des statistiques (ONS) en matière de numérisation ont permis d'améliorer la disponibilité et l'actualité des données économiques, réduisant ainsi l'incertitude économique et favorisant l'investissement (Banque mondiale, 2024). En outre, le développement des services électroniques dans l'administration publique nécessite un environnement sécurisé garantissant la protection des données et des processus d'identification fiables. Cela est essentiel pour renforcer la confiance des utilisateurs, qui constitue un défi majeur dans le développement de la gouvernance électronique (Hadid & Bourzama, 2014).

Ces initiatives démontrent le rôle essentiel de la numérisation dans le développement économique, en soulignant la nécessité de stratégies globales intégrant des dimensions technologiques, politiques et juridiques pour garantir la mise en œuvre réussie des technologies numériques dans les pays du Sud.

H) Politiques publiques et cadres institutionnels favorables à la souveraineté économique

Reconquérir sa souveraineté économique exige des politiques publiques cohérentes dans un cadre institutionnel solide. Les pays qui ont réussi à renforcer leur indépendance économique ont souvent adopté des stratégies combinant protection de leurs secteurs stratégiques, promotion de l'investissement direct étranger, et développement d'un secteur économique dynamique (Sachs, 2005).

En Algérie, la réforme économique a été toujours marquée une forte volonté politique avec l'ambition de diversifier l'économie et sortir de la dépendance du secteur des hydrocarbures. Cet effort de diversification est incontournable, car la stabilité économique du pays est fortement influencée par la volatilité des cours du pétrole et du gaz, ce qui souligne la nécessité d'une structure économique plus résiliente (Banque mondiale, 2023).

Le gouvernement algérien a reconnu l'importance de favoriser l'innovation et l'esprit d'entreprise comme moyen de parvenir au développement durable. Cela ressort clairement du cadre juridique mis en place pour soutenir les institutions émergentes, considérées comme vitales pour la diversification économique et l'innovation (Abdellaoui, 2024).

Cependant, la mise en œuvre de ces réformes se heurte à des résistances internes qui se plaisent et trouvent leurs intérêts dans les structures économiques existantes. Pour surmonter ces défis, l'Algérie doit poursuivre des réformes institutionnelles pour renforcer les agences de régulation dans leur rôle de maintien des équilibres. Réussir la transformation numérique est tout aussi indispensable et reste un défi à relever.

Dans l'ensemble, la voie de l'Algérie vers la réforme économique nécessite une approche globale qui doit éliminer les obstacles structurels et procéduraux, afin de créer un climat favorable à la croissance et à l'innovation tirées par des compétences internes qu'il faut savoir former et surtout préserver, aboutissant à terme à une économie plus diversifiée et résiliente ; une économie émergente.

Section II : La dimension géopolitique de la souveraineté économique

A) La souveraineté économique face aux rivalités géopolitiques mondiales

La souveraineté économique des États n'est pas seulement une question interne ; elle est fortement influencée par les dynamiques géopolitiques globales. En effet, la mondialisation a intensifié les interdépendances entre les économies des pays, rendant difficile, voire impossible, pour un État de s'extraire totalement des systèmes économiques globaux sans subir de graves conséquences, actuellement, toutes concentrées dans la perte de souveraineté. Dans ce contexte, les puissances économiques, telles que les États-Unis, la Chine, ou encore l'Union européenne, cherchent à consolider leur domination économique. Leurs armes sont : les échanges commerciaux, les IDE (investissements directs étrangers), et les institutions internationales comme leviers de contrôle sur les économies des autres nations (Sachs, 2005).

Pour les pays du Sud, cette réalité géopolitique est particulièrement préoccupante. La concurrence entre les grandes puissances pour l'accès aux ressources naturelles, en particulier dans des régions stratégiques comme l'Afrique du Nord, compromet la capacité des nations à contrôler pleinement leurs richesses et à utiliser ces ressources comme moteurs de leur développement (Baldwin, 2019). L'Algérie, riche en ressources énergétiques, occupe une position géostratégique cruciale en tant que fournisseur de gaz naturel vers l'Europe. Toutefois, cette position est souvent perçue comme une vulnérabilité plutôt qu'un atout, car elle soumet le pays aux pressions externes de ses principaux clients et partenaires commerciaux.

B) L'intégration régionale et ses implications sur la souveraineté économique

L'une des stratégies souvent évoquées pour renforcer la souveraineté économique des pays du Sud face aux puissances économiques mondiales est l'intégration régionale. Dans ce cadre, l'Algérie a tenté de renforcer ses liens économiques avec ses voisins immédiats à travers des initiatives comme la GZALE (Grande Zone Arabe de Libre-Echange) et plus récemment, la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine).

Cependant, ces efforts d'intégration régionale se heurtent à plusieurs obstacles, comme les tensions politiques et les divergences économiques. Pour une intégration régionale, il est crucial que les pays du Sud surmontent ces divergences et adoptent des stratégies économiques concertées, tout en préservant leur autonomie dans la définition de leurs priorités nationales.

C) Le rôle des institutions internationales dans la gestion des tensions géopolitiques

Les institutions internationales jouent un rôle essentiel dans la régulation des relations économiques internationales. L'OMC, le FMI et la Banque mondiale, entre autres, sont souvent perçus comme des garants de l'ordre économique mondial, mais leur intervention est également source de controverses. Les ajustements structurels imposés (entre autres à l'Algérie) par le FMI dans les années 1980 et 1990 ont laissé des cicatrices profondes dans de nombreux pays du Sud, exacerbant la pauvreté et la dépendance économique plutôt que de les atténuer (Auty, 1993). En Algérie, ces programmes ont conduit à une libéralisation accélérée qui a eu des effets désastreux sur certaines industries locales, tout en creusant les inégalités sociales.

Pour tirer le meilleur parti de ces institutions internationales, les pays du Sud doivent renforcer stratégiquement leur présence et leur influence dans ces forums. (Braveboy-Wagner, 2024).

D) L'importance des alliances stratégiques

Dans un monde désormais multipolaire en pleine évolution, les pays du Sud, comme l'Algérie, diversifient stratégiquement leurs alliances. Historiquement, la politique étrangère non alignée de

l'Algérie et surtout son idéal d'indépendance lui a permis de conserver son autonomie dans ses affaires économiques et diplomatiques, une stratégie qui trouve un écho dans les approches diplomatiques plus larges de nombreux pays du Sud, qui mettent l'accent sur le multi alignement et l'agilité dans l'adoption de normes telles que la coopération Sud-Sud (Braveboy-Wagner, 2024).

Le partenariat stratégique entre l'Algérie et la Chine illustre ce changement, avec d'importants investissements chinois dans les secteurs des infrastructures et de l'énergie. Ce partenariat s'inscrit dans un schéma plus large dans le cadre duquel les pays du Sud, notamment ceux d'Afrique et d'Asie du Sud-Est, collaborent avec des puissances émergentes telles que la Chine et l'Inde pour favoriser la croissance économique et le développement, tout en sachant se positionner favorablement dans la dynamique géopolitique mondiale et tirer profit des principales rivalités entre puissances.

Cependant, au fur et à mesure que ces alliances se forment, il est essentiel qu'elles soient fondées sur le respect mutuel et l'intérêt commun afin d'éviter de nouvelles formes de dépendance économique, une préoccupation qui trouve un écho dans le contexte de la coopération Sud-Sud, qui vise à être un catalyseur du développement durable et de partenariats équitables (Velasquez, 2024).

Section III : La diplomatie économique comme instrument de souveraineté

A) Les nouvelles dynamiques de la diplomatie économique

La diplomatie économique est devenue un outil clé pour les États cherchant à renforcer leur souveraineté dans un monde globalisé. Elle permet aux États d'accroître leur influence sur la scène internationale tout en stimulant leur propre développement économique (Sachs, 2005). Dans le contexte actuel, marqué par une guerre économique mondiale, la diplomatie économique s'impose de plus en plus et devient indispensable. Elle permettra à l'Algérie de se positionner favorablement dans ce contexte par la diversification de son économie, la promotion des IDE hors hydrocarbures et **surtout d'actionner des stratégies dynamiques de récupération de sa "matière grise", depuis longtemps objet de prédation économique et de dilapidation par des puissances étrangères.**

Pour renforcer l'efficacité de la diplomatie économique, l'Algérie doit relever plusieurs défis structurels, notamment la complexité des procédures administratives, qui compromettent actuellement ses efforts visant à améliorer son image internationale particulièrement auprès de ses compatriotes ou sa diaspora à l'étranger. De même, l'Algérie peut bénéficier d'une vision stratégique qui aligne les politiques publiques sur les objectifs de la diplomatie économique. Cet alignement est essentiel pour créer un environnement favorable à l'esprit d'entreprise, qui joue un rôle central dans le renforcement des liens économiques et la stimulation du commerce et de l'investissement.

Pour améliorer sa diplomatie économique, l'Algérie devrait se concentrer sur la formation des diplomates aux questions économiques et commerciales, en veillant à ce qu'ils soient bien armés pour faire face à la complexité des relations économiques internationales. En surmontant ces obstacles structurels et en améliorant la formation diplomatique, l'Algérie peut créer un environnement plus stable et plus attractif pour ses cadres et pour les investissements étrangers, renforçant ainsi sa diplomatie économique et contribuant à une croissance économique durable.

B) L'attractivité des IDE (investissements directs étrangers) et la protection des intérêts nationaux

Les IDE peuvent contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois, cependant, ils posent un dilemme pour de nombreux pays du Sud, qui doivent trouver un équilibre entre

l'ouverture aux capitaux étrangers et la protection de leurs intérêts économiques nationaux. Une ouverture excessive peut exposer les secteurs stratégiques à des influences extérieures et fragiliser la souveraineté économique du pays, tandis qu'une fermeture trop rigide peut décourager les investisseurs et freiner la croissance (Ross, 2012).

C) Les accords commerciaux et leur impact sur la souveraineté économique

Les accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux sont des outils puissants dans l'arsenal de la diplomatie économique. Ils permettent aux États de renforcer leurs échanges économiques et d'accéder à de nouveaux marchés, mais peuvent aussi compromettre certains aspects de leur souveraineté économique. Par exemple, les accords de libre-échange, en supprimant les barrières tarifaires, facilitent l'entrée des biens et services étrangers sur les marchés nationaux, mais peuvent nuire aux industries locales suite à une concurrence souvent déloyale. Dans le cas de l'Algérie, les négociations avec l'Union européenne pour un accord de libre-échange ont illustré ces tensions.

Pour préserver leur souveraineté économique, les pays du Sud doivent adopter une approche stratégique dans les négociations commerciales. Cela inclut la défense de leurs secteurs sensibles, la promotion d'accords asymétriques qui leur permettent d'accéder aux marchés des pays développés, en intégrant des clauses de sauvegarde pour protéger les industries émergentes (Ross, 2012). En outre, la participation à des blocs commerciaux régionaux, comme la ZLECAf, peut permettre aux pays africains de négocier collectivement des accords plus équilibrés avec les puissances économiques mondiales (Baldwin, 2019).

D) L'influence des sanctions économiques sur la souveraineté des États

Les sanctions économiques, souvent utilisées comme un instrument de pression politique par les grandes puissances, représentent une menace sérieuse pour la souveraineté économique des États ciblés. Elles visent généralement à affaiblir l'économie d'un pays afin de le contraindre à modifier ses politiques internes ou externes (Sachs, 2005).

Pour se prémunir contre les conséquences des sanctions, les pays du Sud doivent diversifier leurs partenariats économiques et renforcer leur autonomie, notamment dans les secteurs stratégiques comme l'énergie et l'alimentation. L'Algérie, par exemple, reste dépendante de l'importation des technologies et des services pour exploiter ses ressources énergétiques. Cela montre tout l'intérêt de développer ses capacités technologiques pour résister aux chocs externes.

Section IV : Technologie et Transformation numérique pour renforcer la souveraineté économique

A) Autonomiser les économies par la transformation numérique

La transformation numérique est désormais un facteur clé pour renforcer la souveraineté économique des États, en particulier pour les pays du Sud qui cherchent à diversifier leurs économies au-delà des matières premières. L'adoption et la maîtrise des technologies numériques permettent à ces pays de moderniser leurs infrastructures et d'améliorer la productivité dans divers secteurs économiques. L'utilisation généralisée de technologies telles que le cloud computing, le Big data et l'intelligence artificielle, facilite la migration des organisations vers des environnements technologiques plus avancés pour une transformation numérique réussie (Hadid, 2022).

Le passage à la numérisation ouvre également de nouvelles opportunités économiques pour les pays qui souhaitent réduire leur dépendance à l'égard des industries traditionnelles. De plus, la transformation ne consiste pas seulement à adopter de nouvelles technologies, mais également à les exploiter pour acquérir un avantage concurrentiel. Par exemple, l'intégration des SMAC (sociales, mobiles, analytics, cloud) permet aux entreprises de se différencier et de s'assurer un avantage concurrentiel durable (Hadid, 2020). Ce virage numérique est accentué par des événements mondiaux tels que la pandémie de COVID-19, qui a accéléré le processus de transformation numérique d'au moins une décennie, obligeant les pays à s'adapter rapidement aux nouvelles réalités numériques. En outre, la transformation est soutenue par une approche stratégique qui encourage les entreprises à développer une feuille de route numérique complète adaptée à leurs besoins spécifiques. (Hadid, 2020).

Cette approche holistique renforce non seulement la résilience économique, mais permet également aux pays d'attirer des investissements dans des industries à forte valeur ajoutée, renforçant ainsi leur souveraineté économique.

En Algérie, les initiatives de transformation numérique ont été entreprises dans plusieurs secteurs. Cependant, malgré ces avancées, le pays reste en retard par rapport à d'autres nations émergentes, en raison de défis structurels tels que le manque d'infrastructures de télécommunications modernes, l'insuffisance de formation dans les métiers du numérique, et la faible pénétration d'internet dans certaines régions. Pour surmonter ces obstacles, l'Algérie doit investir massivement dans les infrastructures numériques et la formation des talents locaux, tout en créant un cadre réglementaire favorable à l'innovation.

B) La cybersécurité comme pilier de la souveraineté numérique

La transformation numérique a fait ressortir toute l'importance de la cybersécurité, à mettre en œuvre dans les pays du Sud. Alors que ces pays adoptent la numérisation, ils sont confrontés à d'importants défis pour protéger leurs systèmes d'information contre les cybermenaces, qui peuvent perturber gravement les activités économiques et éroder la confiance des investisseurs. En Afrique, par exemple, l'adoption rapide des technologies numériques a stimulé la croissance économique mais a également exposé les vulnérabilités aux cyberattaques, faisant de la cybersécurité une préoccupation majeure pour le maintien de la souveraineté économique (Sipos, 2023).

Les cyberattaques peuvent cibler des systèmes stratégiques, ce qui peut avoir de graves conséquences pour la sécurité nationale et la sûreté publique (Hadid, 2022). Malgré ces risques, les cybermenaces font souvent l'objet d'une attitude de complaisance, nombreux sont ceux qui pensent qu'ils sont immunisés contre de telles attaques, ce qui souligne la nécessité d'une sensibilisation accrue et de mesures proactives.

Pour relever ces défis, certains pays africains ont commencé à renforcer leurs cadres de cybersécurité. Cependant, les cadres législatifs de nombreuses régions sont obsolètes, il est urgent de combler les vides juridiques dans ce domaine, mettre à jour les lois afin d'assurer la protection nécessaire des données.

Le système juridique algérien a été adapté pour équilibrer l'ordre public et les libertés individuelles, ce qui est indispensable dans la lutte contre la cybercriminalité, mais il doit encore évoluer pour être en phase avec les avancées technologiques dans le domaine de la cybersécurité. (Hadid, 2023). Pour se prémunir efficacement contre les menaces transnationales, l'Algérie pourrait renforcer sa coopération avec d'autres pays et les organisations internationales de cybersécurité. Cette collaboration faciliterait le partage des meilleures pratiques.

Par ailleurs, la diplomatie économique dans ses efforts pour attirer les investissements directs étrangers dans les secteurs autres que les hydrocarbures, pourrait inclure des investissements dans les infrastructures et les technologies de cybersécurité, contribuant ainsi à la diversification économique globale et à la résilience du pays (Aouiz & Grinet, 2023). Ces efforts combinés amélioreraient non seulement la position de l'Algérie en matière de cybersécurité, mais aussi sa place comme un acteur proactif dans le paysage mondial de la cybersécurité.

C) L'indépendance technologique

La souveraineté économique dans l'ère numérique réside désormais dans la capacité des pays à développer et maîtriser leurs propres technologies. La dépendance excessive vis-à-vis des technologies étrangères rend les économies vulnérables (Baldwin, 2019). Pour garantir leur indépendance technologique, les pays du Sud doivent investir dans la recherche et le développement et soutenir la croissance d'un écosystème technologique local.

L'Algérie a initié plusieurs mesures visant à renforcer son infrastructure technologique, notamment par la mise en place d'incubateurs et d'accélérateurs à travers le pays, destinés à soutenir les start-up. Ces initiatives incluent la création d'un Finlab (Services du Premier Ministre, 2021). En outre, l'Algérie travaille à renforcer sa position internationale en matière d'innovation et d'économie de la connaissance en améliorant son classement dans les indices mondiaux liés aux start-up et à l'innovation. Cependant, ces efforts restent encore limités.

Pour surmonter ces obstacles et s'imposer comme un leader technologique régional, l'Algérie doit accroître ses investissements dans l'enseignement et la recherche scientifiques, par la création d'un environnement favorable à l'innovation.

D) La place des pays du Sud dans les chaînes de valeur numérique

Les chaînes de valeur numérique mondiales représentent une opportunité majeure pour les pays du Sud de s'intégrer dans l'économie mondiale à travers des secteurs à haute valeur ajoutée. Cependant, la participation à ces chaînes de valeur nécessite non seulement une infrastructure numérique avancée, mais aussi des compétences techniques de pointe et un environnement commercial favorable (Sachs, 2005). Les pays qui sont parvenus à se positionner en tant que hubs numériques, tels que l'Inde, ont réussi leur transformation numérique.

Pour l'Algérie, l'intégration dans ces chaînes de valeur numérique reste un défi, en raison des obstacles structurels mentionnés précédemment. Toutefois, le développement d'initiatives locales, telles que la création de technopoles et de zones franches dédiées aux TIC, pourrait permettre au pays de s'imposer comme un acteur clé dans certaines niches, telles que l'intelligence artificielle, les technologies financières, ou encore les technologies vertes. La coopération régionale avec d'autres pays africains, dans le cadre de la ZLECAf par exemple, pourrait également aider l'Algérie à s'intégrer favorablement dans la mondialisation numérique.

Section V : Les politiques publiques pour soutenir la souveraineté économique

A) La diversification comme fondement de l'indépendance économique

La diversification économique est un impératif crucial pour les économies fortement dépendantes des matières premières, telles que l'Algérie. En effet, cette dépendance aux ressources naturelles expose le pays aux fluctuations des prix internationaux, ce qui fragilise la souveraineté économique

nationale (Auty, 1993). Une stratégie de diversification réussie implique l'encouragement de secteurs non extractifs comme l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services, qui génèrent de la valeur ajoutée et réduisent les vulnérabilités liées aux marchés mondiaux des matières premières (Baldwin, 2021).

Pour l'Algérie, plusieurs tentatives de diversification ont été entreprises au cours des dernières décennies. Le Programme national de développement agricole lancé dans les années 2000, visait à revitaliser le secteur agricole. Cependant, la réalisation de ces objectifs reste entravée par des facteurs structurels comme la bureaucratie, le manque d'investissements étrangers, et la faible diversification des infrastructures. Le développement de ces secteurs nécessitera une approche plus intégrée, avec des politiques publiques qui encouragent les investissements, soutiennent l'entrepreneuriat, et facilitent la création d'écosystèmes industriels locaux.

B) Les politiques fiscales et monétaires pour renforcer la résilience économique

La souveraineté économique réside aussi dans une gestion efficace des politiques fiscales et monétaires. Ces politiques, lorsqu'elles sont bien conçues, permettent aux États de stabiliser leur économie face aux crises et de financer leur développement à long terme sans dépendre excessivement des capitaux étrangers (Smith & al., 1999). Les pays du Sud, en particulier ceux dépendants des ressources naturelles comme l'Algérie, doivent se doter de mécanismes fiscaux qui capturent de manière optimale les rentes issues de ces ressources pour les investir dans des secteurs productifs. Cependant, une mauvaise gestion de ces rentes a entraîné ces économies vers des déséquilibres macroéconomiques, vers une inflation galopante, et une dépendance accrue des financements extérieurs.

En réponse aux chocs pétroliers des années 2010, l'Algérie a pris des mesures pour stabiliser son économie et diversifier ses sources de revenus. A titre d'exemple, le Fonds de régulation des recettes, créé à cet effet, a permis d'atténuer l'impact du prix du pétrole. La forte dépendance du pays à l'égard des hydrocarbures l'a rendu vulnérable aux fluctuations des cours du pétrole. Pour remédier à cette vulnérabilité, l'Algérie a lancé des réformes fiscales visant à élargir l'assiette fiscale et à lutter contre l'évasion fiscale, qui sont cruciales pour diversifier les sources de recettes publiques hors hydrocarbures (Banque mondiale, 2023).

Ces réformes font partie d'une stratégie plus large visant à améliorer les équilibres budgétaires et à réduire la dépendance de l'économie à l'égard des recettes pétrolières et gazières, qui sont soumises à la volatilité des marchés mondiaux (Banque mondiale, 2023). L'efficacité de ces réformes fiscales est toutefois remise en cause par l'impact limité de la fiscalité ordinaire sur la croissance économique, car la fiscalité pétrolière reste dominante (Daoudi, 2023). En outre, la présence d'une importante économie informelle constitue un blocage fondamental à ces efforts, car elle limite la collecte de l'impôt. L'éradication de l'informelle représente aujourd'hui un défi majeur de l'Etat algérien (Banque mondiale, 2023).

Sur le plan monétaire, pour stabiliser sa monnaie l'Algérie a adopté une politique de subvention "excessive" de la monnaie locale, pour faire face aux pressions inflationnistes liées à la dépréciation du dinar face aux devises étrangères. Cette politique a favorisé la création d'une caste d'importateurs dont le seul objectif commercial est de s'accaparer cette "rente providentielle" qui provient de cette subvention, et qui résulte de la marge dégagée entre le taux de change du marché officiel et le taux de change qu'on appelle à tort le taux du marché parallèle alors qu'il résulte d'un marché bien réel combien même il n'est pas officiel. C'est ce qui explique en partie les situations absurdes ou de contresens économique qui caractérisent le marché ou même tout le climat des affaires en Algérie comme la surfacturation des importations à titre d'exemple.

Une gestion efficace des réserves de change et une coordination plus étroite entre les politiques budgétaires et monétaires sont incontournables pour maintenir la stabilité socioéconomique et éviter de fragiliser davantage l'économie nationale.

C) Le rôle de l'État dans la régulation du marché

Pour garantir la souveraineté économique, l'intervention de l'État dans la régulation du marché est nécessaire. Dans de nombreux pays du Sud, y compris l'Algérie, le débat sur le rôle de l'État oscille entre un interventionnisme fort et la nécessité d'une libéralisation pour attirer les investissements étrangers et encourager la compétitivité. Un État trop interventionniste peut décourager l'initiative privée et nuire à l'efficacité économique, à l'inverse un retrait trop marqué de l'État peut entraîner des déséquilibres économiques et même sociaux.

En Algérie, l'État joue un rôle dominant dans le secteur de l'énergie, principalement par l'intermédiaire d'entreprises publiques comme Sonatrach, ce qui démontre de la dépendance historique de l'État à l'égard du pétrole et du gaz comme pierres angulaires de l'économie. Cette dépendance est évidente dans la structure de l'économie nationale. Cependant, l'Algérie a fait preuve d'une forte volonté politique de diversification de son économie pour réduire sa dépendance aux hydrocarbures, comme en témoignent ses efforts visant à favoriser les institutions émergentes et à encourager l'innovation au-delà des secteurs traditionnels (Abdellaoui, 2024). L'ouverture à la concurrence dans des secteurs comme les télécommunications ou encore les énergies renouvelables montre une évolution stratégique de diversification dans le but d'attirer les investissements privés, notamment étrangers (Banque mondiale, 2023).

D) La gestion des ressources naturelles pour une souveraineté durable

Pour les pays riches en ressources naturelles, la gestion de ces ressources est un enjeu central pour la souveraineté économique. La « malédiction des ressources », qui se traduit par une dépendance excessive aux exportations de matières premières, peut limiter le développement des autres secteurs économiques et rendre un pays vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux (Ross, 2012). Une gestion durable des ressources naturelles doit inclure non seulement l'exploitation judicieuse des richesses, mais aussi leur transformation locale pour maximiser la valeur ajoutée, ainsi qu'une redistribution équitable des bénéfices issus de ces ressources pour garantir un développement inclusif.

L'Algérie, en tant que principal exportateur de gaz naturel et de pétrole en Afrique, a fait face à ces défis. Le pays a mis en place plusieurs mesures pour optimiser l'utilisation de ses ressources, en favorisant le partenariat avec les entreprises étrangères pour encourager le transfert de technologie. Cependant, l'exploitation des hydrocarbures reste en grande partie orientée vers l'exportation brute, avec peu de transformation locale des produits (Auty, 1993). Pour accroître sa souveraineté économique, l'Algérie devra investir davantage dans la recherche et le développement pour transformer ses matières premières sur place.

E) Le capital humain et l'éducation

L'un des facteurs les plus déterminants pour renforcer la souveraineté économique est l'investissement dans le capital humain. Une main-d'œuvre bien formée et qualifiée est essentielle pour garantir l'innovation, accroître la productivité et attirer des investissements dans des secteurs à haute valeur ajoutée (Baldwin, 2021). Les pays qui investissent dans l'éducation, sont mieux placés pour s'adapter aux transformations économiques mondiales, profiter des nouvelles technologies et aller vers la numérisation.

L'Algérie a développé son système éducatif avec succès par un accès accru à l'éducation primaire et secondaire et une expansion significative de l'enseignement supérieur. Quelques insuffisances persistent dans : la qualité de la formation, l'adéquation avec les besoins du marché du travail ou encore le développement des compétences en TIC. Pour relever ces défis, il est essentiel d'introduire des réformes plus profondes dans le système éducatif, notamment en modernisant les programmes d'études, en investissant dans les infrastructures éducatives, et en promouvant des partenariats avec des entreprises pour développer l'apprentissage basé sur les expériences du terrain.

Le système éducatif algérien a produit depuis l'indépendance un extraordinaire capital immatériel de "matière grise" et compétences sans précédent, c'est autant de facteurs de production de la connaissance et du savoir. Cependant force est de constater que toute cette force productive algérienne fait l'objet d'une prédation économique et une dilapidation bien organisée et bien orchestrée par des puissances économiques sous couvert de la mondialisation.

Section VI : La coopération régionale et internationale pour la souveraineté économique

A) Les blocs régionaux : vecteurs de coopération et de développement

La création de blocs économiques régionaux, comme la ZLECAf en Afrique, représente une opportunité importante pour renforcer la souveraineté économique des pays du Sud. En regroupant leurs forces, ces pays peuvent négocier des accords commerciaux plus équilibrés, renforcer la compétitivité de leurs entreprises locales, et attirer des investissements étrangers tout en protégeant leurs intérêts stratégiques (Sachs, 2005). Pour l'Algérie, la coopération régionale avec les pays du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne est un levier crucial pour diversifier ses échanges économiques et réduire sa dépendance vis-à-vis des marchés européens.

Cependant, les défis à surmonter sont nombreux. Les tensions politiques entre les pays du Maghreb, ont souvent freiné les tentatives d'intégration économique régionale. La création de chaînes de valeur régionale est rendue difficile par l'insuffisance des infrastructures de transport et d'énergie entre les pays africains. Néanmoins, l'Algérie peut jouer un rôle clé dans la promotion de la coopération régionale, en utilisant sa position géographique stratégique et ses vastes ressources pour renforcer les infrastructures transfrontalières et faciliter le commerce intra-africain. Historiquement la route Transsaharienne et actuellement l'ouverture de nouvelles lignes aériennes avec des capitales africaines, rentrent dans ce cadre.

B) Le rôle des institutions internationales dans le soutien à la souveraineté économique

Les institutions internationales telles que la Banque mondiale, le FMI et l'OMC ont joué un rôle essentiel dans l'organisation des échanges économiques dans les pays du Sud. Cependant, et pour rappel, leurs interventions, notamment par le biais de programmes d'ajustement structurel dans les années 1980 et 1990, ont souvent créés des tensions entraînant la perte la souveraineté des États. (Ali & al., 2023).

Pour l'Algérie, l'enjeu est de pouvoir se positionner favorablement dans ce cadre institutionnel tout en préservant ses intérêts nationaux. Le pays a cherché à diversifier ses partenariats avec d'autres institutions financières, notamment en se tournant vers la Chine et d'autres pays émergents pour obtenir des prêts et des investissements. Néanmoins, il reste essentiel pour l'Algérie de continuer à collaborer avec les institutions internationales tout en renforçant ses capacités internes pour négocier des accords favorables et éviter une dépendance excessive aux financements extérieurs.

Section VII : Récupération et valorisation du capital immatériel en Algérie

A) Comprendre la richesse immatérielle : définition et importance

Dans une économie de plus en plus basée sur la connaissance, Le capital immatériel, souvent appelé capital intellectuel ou richesse immatérielle, est devenu un facteur clé de compétitivité et de croissance économique (Corrado & al., 2009).

Pour l'Algérie, la valorisation du capital immatériel est essentielle pour diversifier l'économie et réduire la dépendance aux hydrocarbures. Le pays dispose d'une population jeune et éduquée, d'un riche patrimoine culturel et d'un potentiel important dans tous les secteurs. Cependant l'insuffisance de l'investissement dans la recherche & développement, combiné au phénomène de la fuite des cerveaux limite considérablement la valorisation de cette richesse immatérielle.

B) Les défis de la fuite des cerveaux en Algérie

La fuite des cerveaux est un phénomène préoccupant en Algérie. De nombreux diplômés et professionnels qualifiés quittent le pays pour chercher de meilleures opportunités à l'étranger, notamment en Europe et en Amérique du Nord. Cette migration des talents prive l'Algérie de compétences essentielles pour son développement économique et sa compétitivité internationale.

Les causes de la fuite des cerveaux en Algérie sont multiples, on peut citer :

- Manque d'opportunités d'emploi dans les secteurs à haute valeur ajoutée ;
- Faible rémunération et conditions de travail peu attractives ;
- Insuffisance des infrastructures de recherche et innovation ;
- Environnement social perçu comme défavorable.

Pour inverser ce processus, l'Algérie doit mettre en œuvre des politiques qui retiennent les talents nationaux et encouragent le retour des expatriés. Les moyens pour y parvenir résident entre autres dans l'amélioration des conditions de travail, les incitations fiscales ou encore le développement des programmes de collaboration avec la diaspora. En outre, diversifier l'économie en abandonnant les hydrocarbures et favoriser une croissance tirée par le secteur privé sont des étapes cruciales pour créer un environnement économique plus résilient capable de soutenir les secteurs à forte valeur ajoutée et l'innovation (Banque mondiale, 2023).

En s'attaquant à ces problèmes, l'Algérie, par une diplomatie économique dynamique, peut transformer la "fuite des cerveaux" en autant de récupération de "cerveaux augmentés", meilleurs au regard des expériences acquises. Elle disposera ainsi d'un formidable gisement de connaissances et de compétences nécessaires à la croissance et au développement économique mais surtout une importante "force de frappe" dans la conquête et le renforcement de la souveraineté économique du pays.

Cela nécessite des réformes globales visant à combler le fossé entre les besoins de la main-d'œuvre locale et les opportunités offertes, afin d'assurer que l'Algérie soit compétitive à l'échelle mondiale en termes de talents et d'investissements.

C) Investir dans l'éducation et la recherche

L'investissement dans l'enseignement et la recherche constitue en effet un levier essentiel pour développer le capital immatériel, car il renforce le capital humain, qui est une composante fondamentale des actifs immatériels.

L'importance de l'éducation en tant que capital immatériel est soulignée par son rôle dans la promotion du développement durable et dans la fourniture aux individus des compétences transversales nécessaires pour s'adapter à un monde en mutation rapide (Sánchez & Segovia-Pérez, 2023).

Les progrès de l'Algérie dans le domaine de l'éducation, avec l'augmentation significative des taux d'alphabétisation et l'expansion des établissements d'enseignement supérieur, s'inscrivent dans ces perspectives mondiales, qui suggèrent que la poursuite des investissements dans l'éducation et la recherche peut améliorer de manière significative le capital immatériel, favorisant ainsi la croissance et le développement économiques. Cette approche favorise non seulement la création d'une main-d'œuvre compétente, mais renforce également la capacité du pays en matière d'innovation et de développement durable.

D) Rôle de la diaspora dans la valorisation du capital immatériel

La diaspora algérienne, estimée à plusieurs millions de personnes, représente une ressource précieuse pour le développement économique du pays. Les expatriés peuvent contribuer au transfert de connaissances, d'expériences et de réseaux professionnels, ainsi qu'à l'investissement dans des projets locaux.

Toutes les initiatives visant à mobiliser la diaspora, et renforcer les liens entre eux et avec l'Algérie sont à encourager fortement. Le gouvernement peut faciliter ces échanges par le biais de structures diplomatiques dédiées et de politiques incitatives. Les diasporas sont aujourd'hui admises comme des ressources, sources de valeurs économiques par le fait qu'elles constituent de véritables facteurs de production de la connaissance laquelle, désormais, représente aujourd'hui, la vraie richesse économique des nations. Par exemple, l'Inde collabore avec des groupes de sa diaspora, en particulier des réseaux d'anciens élèves, pour promouvoir son image de puissance douce et de modernité technologique, influençant ainsi les cadres politiques nationaux par le biais de réseaux de gouvernance transnationaux (Walton-Roberts, 2023).

Section VIII : Stratégies pour reconquérir la souveraineté économique

Face à tous ces défis économiques et géopolitiques, l'Algérie doit mettre en œuvre des stratégies ambitieuses pour reconquérir sa souveraineté économique. Cela implique de repenser les approches traditionnelles et d'adopter des mesures innovantes pour stimuler le développement. Dans cette perspective, plusieurs axes stratégiques se dessinent, allant de l'élaboration d'une vision stratégique nationale au renforcement de la diplomatie économique.

A) Élaborer une vision stratégique nationale

Pour reconquérir sa souveraineté économique, l'Algérie doit élaborer une vision stratégique à long terme définissant les priorités nationales, les secteurs clés à développer et les objectifs à atteindre. Cette vision devrait être le résultat d'un large débat regroupant le gouvernement, le secteur économique, la société civile et les partenaires internationaux. En s'inspirant des réussites de pays émergents comme l'Inde et la Corée du Sud, qui ont mobilisé leurs ressources et institutions autour de projets nationaux ambitieux axés sur l'innovation, l'éducation et l'ouverture économique.

B) Renforcer la gouvernance et lutter contre la corruption

Une gouvernance transparente et efficace est essentielle pour instaurer le climat de confiance nécessaire à l'attrait des investissements. La lutte contre la corruption, contre la bureaucratie excessive et contre l'opacité des procédures administratives doit être la priorité "des priorités" du

gouvernement. La mise en place de mécanismes nécessaires à l'indépendance du pouvoir judiciaire et la participation citoyenne peuvent améliorer significativement la gouvernance.

C) Diversifier les partenariats internationaux

La diversification des partenariats internationaux permet de réduire la dépendance envers certaines puissances et d'accéder à de nouveaux marchés, technologies et sources de financement. L'Algérie devrait renforcer ses relations économiques avec les pays émergents d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, tout en consolidant ses liens avec l'Europe et l'Amérique du Nord. Une participation active aux organisations régionales, telles que l'Union africaine et la Ligue arabe, peuvent être de nouvelles opportunités en matière de géopolitique et de géoéconomie.

D) Promouvoir l'intelligence économique

L'intelligence économique est l'outil stratégique par excellence pour surveiller tous les environnements dans le but d'anticiper les menaces et les opportunités. C'est la mise en place de capacités de production et de protection des informations et leur utilisation dans des actions d'influence particulièrement à l'international. Dans ce sens l'Algérie doit par conséquent renforcer ses capacités en matière de veille stratégique, de protection des informations et d'influence mondiale. De telles capacités, une fois développées exigent pour leur exploitation des formations de cadres de haut niveau dans les métiers de l'intelligence économique.

E) Promouvoir la diplomatie économique

La diplomatie économique vise à soutenir les entreprises nationales à l'international, à développer l'attrait des investissements étrangers et promouvoir et accompagner les exportations. Les diplomates algériens doivent être formés aux enjeux économiques par le développement des capacités de mobilisation de la diaspora. Les ambassades jouent nécessairement un rôle actif dans la promotion des opportunités d'affaires, participent aux forums économiques internationaux, organisent des missions commerciales et concluent des accords bilatéraux et multilatéraux favorables. Ce sont autant d'actions qui renforceront la présence de l'Algérie sur la scène économique mondiale.

Section IX : L'Inde, un exemple de souveraineté économique renforcée par la diplomatie, l'intelligence économiques et la récupération de la richesse immatérielle

L'Inde est le bon exemple parmi les pays émergents dans l'utilisation de la diplomatie et l'intelligence économique pour la récupération de sa richesse immatérielle et le renforcement de sa souveraineté économique dans un contexte mondial de plus en plus compétitif. En quelques décennies, l'Inde, d'une économie majoritairement agricole est devenue une puissance émergente dans les secteurs des TIC, dans la fabrication et dans les services. Ce parcours a été le fruit des réformes économiques majeures, une diplomatie active visant à attirer les investissements directs étrangers, et un renforcement constant de ses capacités en matière d'intelligence économique, tout en se concentrant sur la valorisation de son capital immatériel, comme le savoir-faire, les compétences humaines et les innovations technologiques.

A) Contexte économique de l'Inde

Dans les années 1990, l'Inde a entrepris des réformes économiques profondes qui ont permis une ouverture aux investissements étrangers et une libéralisation du commerce. Ces réformes ont été

accompagnées d'une diplomatie économique active, qui a permis à l'Inde de renforcer ses partenariats avec les États-Unis, la Chine, l'Union européenne et les pays de l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du Sud-Est) (Basu & Maertens, 2012). Des partenariats conséquents avec ces pays ont alors vu le jour. Ils ont conduit à des investissements massifs dans des secteurs stratégiques comme les TIC, l'industrie pharmaceutique et les énergies renouvelables, ce qui a fortement contribué à l'exploitation du capital immatériel du pays.

B) La valorisation du capital immatériel

La stratégie économique de l'Inde s'est principalement concentrée sur l'exploitation de ses actifs immatériels, notamment dans l'éducation et le développement des compétences, afin d'améliorer sa compétitivité mondiale. Les instituts indiens de technologie (IIT) ont joué un rôle essentiel dans la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, contribuant ainsi à la croissance de secteurs tels que les TIC et les services informatiques, qui sont essentiels au statut de l'Inde en tant que principal exportateur de logiciels et de services informatiques. Cette focalisation stratégique sur le capital humain est conforme aux objectifs plus généraux d'initiatives telles que Skill India et Make in India, qui visent à améliorer l'employabilité et la production économique en dotant la main-d'œuvre des compétences numériques nécessaires et en favorisant une importante infrastructure numérique (Bhattacharya & Rakshit, 2024).

De plus, la diaspora indienne, dotée de compétences techniques avancées acquises à l'étranger, a contribué à la récupération du capital immatériel grâce aux startups locales et au transfert de connaissances et des technologies. (Kapur & McHale, 2005). Ce phénomène a stimulé l'innovation et renforcé les capacités de l'Inde dans des secteurs clés comme les TIC, l'intelligence artificielle et les biotechnologies.

C) Diplomatie économique et investissements directs étrangers

La diplomatie économique de l'Inde a en effet contribué à attirer les investissements étrangers directs en Inde. Les accords bilatéraux et multilatéraux établis à des niveaux stratégiques ont permis de sécuriser les flux d'investissements directs étrangers, qui ont joué un rôle décisif dans l'expansion économique et le développement industriel du pays. L'initiative Make in India, lancée en 2014, a considérablement renforcé cette dynamique en encourageant les entreprises étrangères à établir des bases de production en Inde, favorisant ainsi l'expansion de la base industrielle indienne et soutenant l'exploitation des compétences locales (Jukić, 2023). L'afflux d'investissements directs étrangers a permis d'apporter les capitaux nécessaires mais aussi de faciliter le transfert de technologie, le développement des compétences et la création d'emplois.

D) Intelligence économique et protection des ressources stratégiques

Les efforts déployés par l'Inde pour améliorer ses capacités d'intelligence économique s'inscrivent dans la tendance mondiale selon laquelle les pays tirent de plus en plus parti de l'intelligence économique pour protéger leurs ressources stratégiques et optimiser l'utilisation des actifs incorporels. Cette approche est évidente dans le développement de systèmes d'intelligence économique par des agences gouvernementales indiennes telles que le Trade Development Council et l'Export Promotion Organization, qui sont conçus pour suivre l'évolution du marché mondial et identifier les risques et les opportunités économiques. De tels systèmes sont importants pour adapter les politiques économiques à la dynamique mondiale, comme en témoignent d'autres contextes où l'intelligence économique permet d'améliorer significativement la prise de décisions stratégiques au sein des institutions économiques (Cekuls, 2023). L'accent mis sur les technologies de pointe et la protection de la propriété intellectuelle se reflète également dans les pratiques mondiales, où la

propriété intellectuelle est reconnue comme un élément clé de la sécurité économique nationale, nécessitant des politiques dynamiques pour atténuer les risques associés.

E) Résultats obtenus et leçons pour l'Algérie

L'Inde a su exploiter sa richesse immatérielle tout en combinant diplomatie économique et intelligence économique pour renforcer sa souveraineté. Le pays a attiré des investissements massifs dans des secteurs clés, tout en préservant et en valorisant ses ressources stratégiques grâce à une veille stratégique rigoureuse et à des investissements dans l'innovation.

L'expérience indienne offre des enseignements précieux pour l'Algérie dans sa quête de souveraineté économique, elle se décrit comme suit :

- **Valoriser le capital humain** : Investir massivement dans l'éducation, la formation professionnelle et le développement des compétences pour créer une main-d'œuvre qualifiée capable de soutenir les secteurs clés de l'économie.
- **Adopter une diplomatie économique proactive** : Utiliser la diplomatie pour attirer des investissements étrangers, nouer des partenariats stratégiques et accéder à de nouveaux marchés, en mettant l'accent sur les secteurs à haute valeur ajoutée.
- **Exploiter la richesse immatérielle** : Se concentrer sur le développement et la protection des ressources immatériels tels que les données, les informations, la connaissance, le savoir, le savoir-faire, l'innovation et la propriété intellectuelle pour renforcer la compétitivité globale.
- **Mobiliser la diaspora** : Engager activement la diaspora algérienne pour encourager le transfert de technologies, de compétences, et d'investissements vers le pays, en créant les plateformes de collaboration adéquates et efficaces.
- **Renforcer l'intelligence économique** : Mettre en place des systèmes adaptés d'intelligence économique pour surveiller et dégager les tendances mondiales, anticiper les menaces, relever les défis et identifier les opportunités, tout en protégeant les informations sensibles. Sans oublier le développement des capacités d'influence.
- **Promouvoir les réformes économiques** : Continuer les réformes pour améliorer le climat des affaires, réduire la bureaucratie et lutter contre la corruption, créant ainsi un environnement propice à l'investissement et à l'innovation.

En s'inspirant de ces stratégies, l'Algérie peut élaborer une feuille de route solide pour renforcer sa souveraineté économique, stimuler la croissance durable et affirmer sa position sur la scène internationale.

Conclusion

La reconquête de la souveraineté économique de l'Algérie dans un contexte de guerre économique mondiale nécessite une approche intégrée qui combine diplomatie économique, intelligence économique et valorisation du capital immatériel. Les défis auxquels le pays est confronté comme la dépendance aux hydrocarbures, la fuite des cerveaux et la prédation économique, exigent des stratégies audacieuses et innovantes pour stimuler un développement durable et inclusif.

En s'inspirant de l'exemple de l'Inde, l'Algérie peut mettre en œuvre des réformes structurelles axées sur l'investissement massif dans l'éducation, la recherche et l'innovation. La mobilisation de la

diaspora algérienne s'impose comme un levier stratégique et incontournable pour le transfert de technologies et de compétences, renforçant ainsi le capital immatériel national.

La diplomatie économique doit être au cœur de la stratégie nationale, visant à diversifier les partenariats internationaux et à attirer des investissements dans des secteurs à haute valeur ajoutée. Parallèlement, l'intelligence économique doit être développée pour anticiper les tendances mondiales, protéger les ressources stratégiques et influencer les décisions économiques internationales en faveur de l'Algérie.

En somme, la combinaison de ces outils stratégiques permettra à l'Algérie de récupérer et de valoriser sa richesse immatérielle, renforçant ainsi sa souveraineté économique. Cela nécessite une volonté politique forte, une vision stratégique claire et une mobilisation de tous les acteurs, gouvernement, secteur économique, société civile et diaspora, pour bâtir une économie résiliente et compétitive sur la scène mondiale.

Perspectives de recherche :

Les enjeux et défis à relever par l'Algérie et abordés dans cet article, tracent le chemin à des perspectives intéressantes de recherche visant à approfondir la compréhension des mécanismes pouvant renforcer la souveraineté économique de l'Algérie. Il serait pertinent d'explorer davantage les modalités spécifiques par lesquelles la diplomatie économique et l'intelligence économique peuvent être adaptées et mises en œuvre efficacement dans le contexte algérien.

Des études empiriques pourraient être menées pour évaluer l'impact réel des politiques actuelles en matière de diversification économique et de valorisation du capital immatériel. L'analyse comparative avec d'autres pays émergents qui ont réussi à transformer leur économie, comme l'Inde ou la Corée du Sud, pourrait fournir des enseignements précieux sur les bonnes pratiques et les stratégies à adopter.

Par ailleurs, la recherche scientifique pourrait approfondir les études sur le rôle que doit jouer la diaspora dans la récupération de la richesse immatérielle algérienne qui a fait l'objet depuis, d'une prédation économique bien organisée par l'étranger. Dans ce sens, doivent être examinés les moyens de renforcer les liens avec les cadres algériens expatriés et de favoriser leur contribution au développement. L'étude du phénomène de la fuite des cerveaux et des mécanismes pour y faire face afin de promouvoir le retour des talents serait également d'un grand intérêt.

Enfin, l'impact des nouvelles technologies et de la transformation numérique sur la souveraineté économique mérite une attention particulière. Les chercheurs pourraient analyser comment l'Algérie peut tirer parti de la numérisation pour accélérer sa diversification économique, améliorer sa compétitivité internationale, protéger et récupérer ses ressources stratégiques surtout immatérielles, dans un contexte de guerre économique mondiale.

Bibliographie :

A. Livres :

1. Auty, R. (1993). *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*. Routledge

2. Baldwin, R. (2019). *The Great Convergence: Information Technology and the New Globalization*. Harvard University Press
3. Basu, K., & Maertens, A. (2012). *The New Oxford Companion to Economics in India*. Oxford University Press
4. Bayne, N., & Woolcock, S. (2017). *The New Economic Diplomacy: Decision-Making and Negotiation in International Economic Relations*. Routledge
5. Crescenzi, R. (2021). R&D, Innovative Collaborations and the Role of Public Policies. In: Beck, H.P., Charitos, P. (eds) *The Economics of Big Science*. Science Policy Reports. Springer
6. Edvinsson, L., & Malone, M. S. (1997). *Intellectual Capital: Realizing Your Company's True Value by Finding Its Hidden Brainpower*. HarperBusiness
7. Nye, J. S. (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. PublicAffairs
8. Revel, C. (2010). *Diplomatie économique multilatérale et influence*. Géoéconomie.
9. Ross, M. L. (2012). *The Oil Curse: How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations*. Princeton University Press.
10. Sachs, J. D. (2005). *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*. The Penguin Press
11. Smith, D. A. & al. (1999). *States and sovereignty in the global economy*. Routledge

B. Articles de Journal :

1. Abdellaoui, K. (2024). Does the legal framework governing emerging institutions in Algeria differ from that of traditional projects? *International journal of law*, 10(30), pages 22-30
2. Ait Mimoune, K. (2018). L'impact de la crise pétrolière de 2014-2016 sur les indicateurs économiques en Algérie. *Revue des études économiques approfondies*, 3(3). pages 58-75
3. Ali, A. N. & al. (2023). International Economic Institutions: Different Tasks And Risks of Repercussions at the Global Level. *International Journal Of Professional Business Review*, 8(2)
4. Aouiz, N. & Grinet, S. (2023). L'importance de la diplomatie économique dans l'attractivité des investissements directs à l'étranger hors hydrocarbures en Algérie. *Revue MÂAREF*, 18(2), pages 254-272
5. Bagwell, K. & Staiger, R. W. (2001). Domestic Policies, National Sovereignty, and International Economic Institutions. *Quarterly Journal of Economics*, 116(2)
6. Bhattacharya, P. & Rakshit, P. (2024). Digital Skill Development to Enhance Employability for Indian Workforce. *Met Management Review*. 11(2)
7. Bouroubi, M. (2009). La pratique de l'IE en Algérie réelle volonté de mise en œuvre ou effet de mode ? *Veille magazine*, n°6, pages 33-35.
8. Bouroubi, M. (2014). L'intelligence économique de la pratique au concept : une étude conceptuelle sur l'intelligence économique et les concepts en relation. *Les cahiers du MECAS*, n°10, pages 42-55
9. Bratosin-Vasilache, C. (2024). The Involvement of Diplomatic Missions in Facilitating the International Expansion of Companies. *The Romanian Economic Journal*, 88(5), pages 55-62

10. Braveboy-Wagner, J. A. (2024). The Multilateral Foreign Policies of Rising States in the Global South. *Global Governance. A Review of Multilateralism and International Organizations*, 30(2), pages 225-239
11. Cekuls, A. (2023). AI-Driven Competitive Intelligence: Enhancing Business Strategy and Decision Making. *Journal of intelligence studies in business*, 12(3), pages 4-5
12. Corrado, C. A. & al. (2009). Intangible capital and U.S. economic growth. *Review of Income and Wealth*, 55(3), pages 661–685.
13. Daoudi, M. (2023). Impact of fiscal policy on economic growth in Algeria: empirical study using SVAR model. *Les cahiers du CREA*, 39(2), pages 37-61
14. Gómez, R. (2023). Competition and firm recovery post-COVID-19. *Small Business Economics*, Vol. 61, pages 1555–1586
15. Habib-Zahmani, O. & Gadi, I. (2023). Le rôle de la diplomatie économique dans la promotion des exportations hors hydrocarbures en Algérie. *Revue Finance et marchés*, 10(1), pages 1-17
16. Jukić, D. (2023). Economic diplomacy as an incentive to the development of entrepreneurship. *Obrazovanje za poduzetništvo*, 13(1-2), pages 128-135
17. Li, X., & al. (2023). Building responsive and resilient supply chains: Lessons from the COVID-19 disruption. *Journal of Operations Management*, 69(3), pages 352-358
18. Liu, Y., & al. (2023). The impact of the COVID-19 pandemic on global trade-embodied carbon emissions. *Journal of Cleaner Production*, Vol. 408
19. Martinez, L. (2010). Algérie : les illusions de la richesse pétrolière. *Les études du CERI*, n° 168
20. Missoum, R., & Bouroubi, M. (2018). L'intelligence économique au service de l'avantage concurrentiel national : Réflexion sur le secteur des TIC en Algérie. *Revue Internationale d'Intelligence Économique*, 10(2), pages 81-105
21. Mulya, L. & al. (2024). Economic Diplomacy Strategy in Increasing Globally Competitive National Food to Realize a Golden Indonesia 2045. *International Journal of Humanities Education and Social Sciences*, 3(6), page 2900-2909
22. Sánchez, P. L. Segovia-Pérez, M. (2023). Special issue. Higher education: a Fundamental intangible capital towards a sustainable future. *Intangible Capital*, 19(1)
23. Shaikh, S. M. (2024). Intellectual Property Rights (IPR) and Its Effect on the Flow of Cross-Border Mergers and Acquisitions (M&As). *Wseas Transactions On Business And Economics*, Vol. 21, pages 1297-1313
24. Sipos, Z. (2023). Cybersecurity in Algeria. *Journal of Security and Sustainability Issues*. 13(1), pages 65-73
25. Velasquez, C. D. Z. (2024). 2. Understanding South-South Cooperation: A Comparative Analysis with North-South Cooperation Approaches. *Global South Review*, 6(1), pages 62-83
26. Zakeri, B., & al. (2022). Pandemic, War, and Global Energy Transitions. *Energies*, 15(7), pages 2-23

C. Articles de séminaire :

1. Bouroubi, M. (2023, 18-19 février). La dimension stratégique de l'intelligence économique comme fondement nécessaire à sa pratique et sa mise en œuvre en tant que système. Communication présentée au colloque international sur l'intelligence économique, levier de la résilience de l'entreprise et de la relance industrielle : nouveaux enjeux mondiaux et souveraineté économique. ENA Alger
2. Hadid, N. & Bourzama, N. (2014, 12-13 novembre). Impact de la gouvernance électronique sur la rationalisation des services public. Communication présentée au colloque international sur la qualité du service public dans le cadre de la gouvernance électronique. Université de Boumerdès
3. Hadid, N. (2020, 07-08 octobre). La transformation digitale : une nécessité à l'ère du numérique. Communication présentée au Webinaire national sur La mutation digitale des organisations, un impératif pour libérer la croissance et le dynamisme de l'économie algérienne. Université de Tizi-Ouzou
4. Hadid, N. (2022, 24 juillet). La cyber-résilience : une nécessité vitale pour les entreprises et les institutions étatiques. Communication présentée à la journée d'étude sur la cybersécurité. Institut National d'Études de Stratégie Globale
5. Hadid, N. (2022, 29-30 mars). Les technologies digitales : un vecteur essentiel de performance et de compétitivité des entreprises. Communication présentée au colloque international sur les leviers du développement économique de l'Algérie - Première édition : le levier technologique. École Supérieure de Commerce
6. Hadid, N. (2023, 16 avril). L'intelligence artificielle : usages, avantages et défis. Conférence présentée dans le cadre de la journée du savoir et des activités de la semaine nationale de l'intelligence artificielle. Université d'Alger 3

D. Sites web :

- Banque mondiale. (printemps 2023). Rapport de suivi de la situation économique en Algérie : Poursuivre l'effort de diversification.
<https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/05ff50d2-5b3a-4103-ad85-517eca66c2e3/content> (consulté le 5 juin 2024)
- Banque mondiale. (printemps 2024). Rapport de suivi de la situation économique en Algérie : Investir dans les données pour une croissance diversifiée.
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099735405212413240/pdf/IDU1c761401c1264614b1f18d621769ef4d7d61b.pdf> (consulté le 10 juin 2024)
- Gupta, R., & al. (2023). Evaluating the Brexit and COVID-19's influence on the UK economy: A data analysis. PLOS ONE.
<https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0287342> (consulté le 20 juillet 2024)
- Kapur, D., & McHale, J. (2005). Give us your best and brightest: The global hunt for talent and its impact on the developing world. Center for Global Development.
<https://www.cgdev.org/sites/default/files/9781933286037-Kapur-Hale-best-and-brightest.pdf> (consulté le 15 juillet 2024)
- Schwab, K. (2019). The Global Competitiveness Report 2019. World Economic Forum.

https://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf (consulté le 12 juin 2024)

- Services du Premier Ministre. (septembre 2021). Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la république.
<https://amb-algerie.fr/wp-content/uploads/2022/04/Pland-action-du-gouvernement-pour-la-mise-en-oeuvre-du-programme-du-president-de-la-republique-2021-fr.pdf> (consulté le 18 mai 2024)
- Walton-Roberts, M. (2023). Diaspora alumni networks as transnational governance actors. International Migration.
<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/imig.13166> (consulté le 18 juillet 2024)